

## On ne peut se réclamer des idées de la gauche, et cependant rejoindre Macron.

Macron n'a pas pour objectif de nous faire évoluer vers plus de justice sociale.

Sa visée est de mieux nous adapter à la marche -qu'il pense inéluctable- du monde, ce qui exige un traitement technique et pas politique. Exemples : étatiser l'UNEDIC, exempter les actions de l'ISF. Ce sont là des « techniques » supposées politiquement neutres et aptes à nous remettre sur les rails d'une croissance perpétuelle. Et inverser ainsi la courbe du chômage. Une illusion au lieu de se préoccuper en priorité de la justice sociale, du partage, et des enjeux écologiques.

Ce n'est pas dépasser le clivage gauche-droite, c'est renier les orientations politiques et les exigences des valeurs de la gauche.

Ci-après un petit texte sur différentes manières de se dire ni de droite, ni de gauche.

### Ni de droite, ni de gauche ?

Ouest-France Mardi 14 mars 2017

**Point de vue.** Par Marc Humbert, professeur d'économie politique à l'université de Rennes 1.



Marc Humbert.

Pour parler de droite et de gauche, il faut d'abord les définir. Ce sont des orientations politiques. La droite met en avant le maintien de l'ordre, de la moralité, la hiérarchie des pouvoirs et des places méritées sur les marchés. L'orientation de gauche cherche plus d'égalité et met en avant la justice sociale, la régulation étatique, l'évolution des mœurs et une volonté de transformer le monde. En simplifiant, la droite est conservatrice et la gauche, revendicative.

Pour être élu, faut-il se dire de droite ou de gauche ? Cela a été le cas en France lors de presque toutes les présidentielles depuis 1974. Résultats : un président élu avec moins de 55 % des suffrages, montrant un certain équilibre entre droite et gauche. À l'exception de 2002. Là est apparu autre chose que ce clivage droite-gauche : presque 17 % des votants avaient choisi l'extrême droite.

« Ni droite, ni gauche » peut donc conduire à l'extrême. Le Front national met les partis de gauche et de droite dans le même sac, sous le sigle « UMPS ». La droite extrême est

fortement nationaliste, xénophobe, mais pour un ordre socialement juste et une hiérarchie paternaliste, récemment assouplie sur la question des mœurs.

Dans le passé plus ancien, la France a vécu une autre forme de « ni droite, ni gauche ». En 1914, la gauche de l'internationalisme prolétarien a abandonné son pacifisme et son opposition à la droite pour faire l'union sacrée de la patrie face à l'ennemi. Au sortir de 1945, la droite a contribué à plus de justice sociale.

#### Le dilemme des socialistes

En 1958, de Gaulle a réactivé pleinement le système de planification concertée entre les patrons, les syndicats de travailleurs, les experts sous la houlette de l'État comme une ardente obligation. Dans les entreprises, il a incité à la participation et à l'intéressement des travailleurs. Le « ni droite, ni gauche » peut donc aussi signifier conduire une collaboration entre le haut de la hiérarchie et la base, dans un contexte de croissance économique et de redistribution par l'État providence.

La droite, au pouvoir de 1958 à 1981, a mené une politique assez sociale : Giscard d'Estaing a quasi nationalisé la sidérurgie et étendu la

protection des chômeurs. Mitterrand, lui, s'est converti à une politique promarché. Le slogan de sa réélection en 1988 est un « ni-ni » qui tourne le dos à la gauche et à la droite : ni nationalisation, ni privatisation. Il inaugure une gauche de gouvernement, qui aime l'entreprise au lieu d'essayer d'en obtenir des concessions. Qui libéralise les marchés, la finance, et mondialise.

Progressant sur ces pistes, la présidence Hollande – et le gouvernement Valls plus encore – a détricoté les acquis sociaux des Trente Glorieuses et pris des mesures économiques et sociales en contradiction avec une orientation politique de gauche, certes sans être pleinement de droite.

Emmanuel Macron se situe dans cette veine « ni droite, ni gauche ». Lui, comme d'autres de gauche ou non, croit ce que proclamait Christian Perret (chargé de l'Industrie de 1997 à 2002) : les lois de la mondialisation libérale, comme les lois de la gravitation, on ne peut pas y échapper. Il est juste possible de s'adapter en calculant bien.

Une autre partie de la gauche, derrière Benoît Hamon ou Jean-Luc Mélenchon, continue de penser que la politique ne se résume pas à ce que le juriste Alain Supiot appelle « le gouvernement par les nombres ». C'est tout le débat que sont invités à trancher les électeurs socialistes à l'occasion de cette présidentielle.